



---

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**  
Deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie

Bangkok, 3-5 avril 2018

Point 7 de l'ordre du jour

**Adoption de la déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique, et du rapport du Forum****Projet de rapport****I. Questions appelant une décision de la Commission ou portées à son attention****A. Questions appelant une décision**

1. Le deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie demande à ce que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) adopte, à sa soixante-quatorzième session, la Déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique et soutienne sa mise en œuvre.

**B. Questions portées à l'attention de la Commission**

2. La décision ci-après, adoptée par le Forum, est portée à l'attention de la Commission :

**Décision 1**

Le Forum adopte la Déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique.

**II. Compte rendu des travaux****A. Examen du projet de déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique**  
(Point 2 de l'ordre du jour)

3. Le Forum était saisi de la note du secrétariat intitulée « Examen de la mise en œuvre du Plan d'action sur la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie



et dans le Pacifique (2014-2018) » (ESCAP/APEF/2018/1) ; de la note du secrétariat intitulée « La transition énergétique en Asie et dans le Pacifique : voies d'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous (ESCAP/APEF/2018/2) ; du rapport de la Réunion régionale préparatoire au deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie (ESCAP/APEF/2018/INF/1) ; et du projet de déclaration ministérielle (ESCAP/APEF/2018/L.3/Rev.2).

4. Les représentants des membres et membres associés de la Commission ci-après ont fait des déclarations : Azerbaïdjan ; Bangladesh ; Bhoutan ; Chine ; États-Unis d'Amérique ; Fédération de Russie ; Fidji ; Inde ; Indonésie ; Japon ; Mongolie ; Népal ; Pakistan ; République démocratique populaire lao ; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; Timor-Leste ; et Turquie.

5. Le Forum a approuvé le texte amendé du projet de déclaration ministérielle du deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie, tel qu'il figure dans le document ESCAP/APEF/2018/L.3/Rev.2, et a demandé au Président du Segment hauts responsables de rendre compte des résultats des délibérations au Segment ministériel.

## **B. Questions diverses**

(Point 3 de l'ordre du jour)

6. Aucune autre question n'a été soulevée au titre de ce point de l'ordre du jour.

## **C. Perspectives de politique générale sur le rôle de la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique**

(Point 5 de l'ordre du jour)

7. Le Forum était saisi de la note du secrétariat intitulée « Examen de la mise en œuvre du Plan d'action sur la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique (2014-2018) » (ESCAP/APEF/2018/1), et de la note du secrétariat intitulée « La transition énergétique en Asie et dans le Pacifique : voies d'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous » (ESCAP/APEF/2018/2).

8. Des discours liminaires ont été prononcés par M. Twarath Sutabutr, Ministre thaïlandais de l'énergie ; M. Sun Xiansheng, Secrétaire général du Forum international de l'énergie ; M<sup>me</sup> Joyashree Roy, Université de Jadavpur ; et M. Edward Lock, McKinsey and Company. Les orateurs ont évoqué les défis, le potentiel et les perspectives de la transition énergétique dans la région Asie-Pacifique et les voies d'accès à cette transition.

9. Les représentants des membres et membres associés suivants ont fait des déclarations : Afghanistan ; Arménie ; Australie ; Azerbaïdjan ; Bangladesh ; Bhoutan ; Chine ; Fédération de Russie ; Fidji ; Géorgie ; Inde ; Indonésie ; Kiribati ; Mongolie ; Myanmar ; Népal ; Pakistan ; République de Corée ; République démocratique populaire lao ; et Viet Nam.

10. Un représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique a fait une déclaration.

11. Des représentants des organisations intergouvernementales suivantes ont fait des déclarations : Agence internationale pour les énergies renouvelables ; Alliance solaire internationale ; Banque asiatique de

développement ; Banque eurasiennne de développement ; Banque islamique de développement ; Centre pour l'énergie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ; et Organisation mondiale pour le développement et la coopération en matière d'interconnexion énergétique.

12. Les orateurs ont remercié le Gouvernement thaïlandais et la CESAP d'avoir accueilli la réunion et ont souligné l'importance de l'énergie pour l'économie mondiale. La demande d'énergie avait continué d'augmenter, en particulier dans les économies de la région qui enregistraient une croissance rapide. L'objectif de la transition énergétique était de veiller à l'utilisation rationnelle et durable des ressources, et les feuilles de route nationales sur la transition pourraient contribuer à encadrer ce processus si elles étaient en phase avec les autres politiques nationales et l'objectif de développement durable n° 7. Ce type de stratégie pourrait également fournir les perspectives d'investissement nécessaires pour attirer des fonds, avec l'appui des institutions financières internationales. L'importance que revêtaient à ce titre les partenaires de développement pour les pays les moins avancés a été mentionnée. Les dispositions institutionnelles nationales étant un élément fondamental, il faudrait envisager la création de conseils nationaux de coordination ou d'organes similaires.

13. Le Forum a noté les progrès impressionnants réalisés dans de nombreux pays en matière d'accès à l'électricité, mais a également souligné que plus de 420 millions de personnes n'y avaient toujours pas accès. La mise en adéquation de la structure de la demande avec le type d'approvisionnement énergétique approprié constituait l'une des difficultés relevées à cet égard, étant donné que différentes catégories d'utilisateurs avaient besoin de différents types d'énergie. Face aux ressources limitées, les pays avaient des choix difficiles à faire sur la question de savoir s'il fallait améliorer l'accès à l'électricité, moderniser les lignes de transmission ou accroître la part des énergies renouvelables. Il était difficile de répercuter le coût des nouvelles infrastructures lorsque la majorité des clients était pauvre, d'autant plus que l'accès à l'électricité n'assurait pas à lui seul le développement économique et que des interventions supplémentaires étaient nécessaires. L'accès à des combustibles et à des technologies de cuisson propre restait problématique dans la région, d'où la nécessité de niveaux beaucoup plus élevés d'investissement, de diffusion de la technologie et de coopération internationale. En outre, certains des progrès réalisés en matière de mode de cuisson propre étaient désormais compromis par la hausse des prix de l'énergie.

14. La volonté politique et une stratégie claire constituaient la clé d'un meilleur accès à l'électricité. Les technologies hors réseau, telles que les systèmes solaires domestiques et les petites centrales hydroélectriques, pourraient contribuer largement à assurer l'accès à l'électricité dans les régions à la fois éloignées et densément peuplées. Le secteur privé avait un rôle essentiel à jouer dans l'accès à l'électricité, et une réglementation et des tarifs appropriés seraient nécessaires. Des programmes en faveur des modes de cuisson propre pourraient aider à accroître la part de la population bénéficiant des combustibles et des technologies de cuisson propre, et la construction de terminaux de gaz de pétrole liquéfié a été préconisée pour rendre ce dernier plus disponible à cette fin.

15. S'agissant de l'efficacité énergétique dans le contexte de l'objectif n° 7, il fallait tenir compte de l'évolution des marchés de l'énergie et des changements connexes au niveau des prix et du coût des mesures d'efficacité énergétique qu'il pourrait ne pas être possible de répercuter sur les consommateurs. L'efficacité énergétique était au cœur de la transition énergétique, et une action de sensibilisation pourrait contribuer à faire évoluer

les mentalités en matière d'utilisation de l'énergie. Dans le secteur de l'électricité, les pertes constituaient toujours un problème majeur et des mises à niveau du réseau s'imposaient donc pour les minimiser.

16. Toutefois, l'efficacité énergétique était une source d'économie pour les ménages à faible revenu, l'étiquetage énergétique étant un premier pas important dans cette direction. Deux éléments notables devaient être pris en considération : l'option consistant à allier efficacité énergétique et énergies renouvelables pour trouver la solution optimale, tant sur le plan technologique que du point de vue politique, et la cogénération dans le secteur de l'électricité qui offrait un bon rendement énergétique.

17. En ce qui concernait les énergies renouvelables dans le contexte de l'objectif n° 7, le Forum a relevé la part toujours élevée des combustibles fossiles dans le bouquet énergétique, et a souligné le rôle important joué par le gaz naturel là où l'expansion des ressources énergétiques renouvelables était lente, le but étant de permettre aux pays de se tourner vers les combustibles à faibles émissions de carbone. Les ressources étaient essentielles pour déterminer le bon bouquet énergétique à cet égard. Le représentant d'un pays a fait observer qu'à la suite de la baisse des ressources intérieures en gaz, il avait été contraint de recourir davantage au charbon. Cependant, les représentants des pays, y compris ceux des pays dotés de réserves d'hydrocarbures, sont convenus qu'il y avait lieu d'adopter des stratégies en matière de commerce et de diversification, notamment pour attirer les investissements étrangers dans le secteur de l'énergie. Les représentants des petits États insulaires ont fait observer que l'éloignement rendait difficile l'accès aux énergies renouvelables pour l'ensemble de la population par l'intermédiaire du réseau, et que les pays à forte densité de population pourraient être confrontés à des limitations faute d'espace pour assurer l'exploitation des énergies renouvelables à grande échelle. L'expansion du réseau était cependant essentielle, tant à l'échelle nationale qu'au niveau transfrontalier. Globalement, le Forum a souligné que les énergies renouvelables pouvaient accroître la sécurité énergétique et améliorer l'accès à l'énergie, ceci dans l'optique de sociétés résilientes.

18. Les États membres ont souligné que pour surmonter les difficultés il fallait adopter une démarche pragmatique, progressive, qui tienne compte du contexte local. Les stratégies et feuilles de route nationales étaient à cet égard un point de départ et elles devaient être mises en conformité avec l'objectif n° 7 et d'autres stratégies nationales. Un examen des politiques en vigueur pourrait constituer la première étape. On a noté que, peu à peu, un nombre croissant de pays de la région avaient fixé des objectifs pour les énergies renouvelables. Des mécanismes comme ceux permettant au consommateur de remettre de l'électricité dans le réseau en lui accordant des tarifs préférentiels ou en recourant à la facturation nette semblaient donner de bons résultats. La constitution d'associations industrielles pourrait faciliter le développement des industries nationales d'énergie renouvelable. De même, des approches technologiques innovantes, comme des installations hybrides à énergie éolienne/solaire pourraient être une solution. La chute des coûts des énergies renouvelables contribuerait à la poursuite de cette évolution.

19. Le rôle de la connectivité énergétique dans la réalisation des objectifs des politiques énergétiques nationales a été souligné, notamment dans le cas de l'électricité en raison de sa contribution à un avenir à faible intensité de carbone. Les pays sans littoral en particulier pourraient tirer parti de la connectivité. Outre des financements suffisants, un cadre juridique robuste et des systèmes de transmission adéquats étaient essentiels. La connectivité bilatérale et sous-régionale en cours et des initiatives en faveur de celle-ci ont

été données en exemple tandis qu'a été soulignée la nature holistique de la connectivité énergétique, incluant le commerce du charbon, les oléoducs et les connexions électriques transfrontières. On a montré en particulier comment la connectivité éliminait les contraintes liées au manque de ressources auxquelles chaque pays était confronté en mettant en évidence les avantages mutuels et les intérêts partagés. Ainsi, les ressources hydroélectriques de la région pourraient constituer une « batterie durable » ce qui sous-entendait la nécessité de construire les infrastructures nécessaires pour passer de la dépendance à l'interdépendance. Il fallait prendre pour base les protocoles existants qui garantissaient un développement viable et le soutien continu des pays voisins. Le Forum a souligné que la connectivité régionale avait un rôle essentiel à jouer dans les efforts visant à atteindre l'objectif n° 7. Le premier accord multilatéral sur l'achat et l'échange d'électricité (Energy Purchase and Wheeling Agreement), signé entre la Malaisie, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande, a été considéré comme une percée encourageante pour l'expansion de la connectivité régionale. On a noté que la CESAP pourrait contribuer à réduire les barrières non matérielles à la connectivité. Le Groupe d'experts sur la connectivité énergétique nouvellement constitué a été identifié comme une plateforme prometteuse pour la promotion de l'interconnexion régionale, notamment pour l'élaboration d'une feuille de route régionale sur l'interconnexion électrique. Il a par ailleurs été suggéré que la CESAP réunisse une conférence sur l'innovation technologique dans le secteur de l'énergie.

20. La coopération régionale, a-t-il été souligné, était un mécanisme susceptible de contribuer à la solution des problèmes discutés. Les données étant le premier élément nécessaire dans le processus décisionnel, on pourrait envisager l'établissement d'une banque de données régionale sur les solutions énergétiques hors réseau. De même, des modèles énergétiques disponibles auprès d'organisations internationales pourraient être utiles aux pays. Le rôle de l'ONU en général et de la CESAP en particulier, en tant que plateformes d'échange et de coordination, a été souligné et les participants ont déclaré qu'ils comptaient toujours sur elles pour surmonter leurs difficultés, soulignant en même temps l'importance des initiatives sous-régionales. Le Comité de l'énergie de la Commission ainsi que ses groupes d'experts ont contribué à faire avancer la connectivité régionale. Il a été suggéré que la CESAP (ou une entité régionale analogue) organise une réunion sur les technologies de pointe pour le partage du savoir. Le représentant d'un pays a déclaré que son gouvernement soumettrait les révisions de sa politique à la CESAP pour examen et a encouragé les autres pays à en faire autant. On a proposé la création d'un institut régional des énergies renouvelables et d'un marché régional du carbone, géré par un organisme régional.

#### **D. Questions diverses**

(Point 6 de l'ordre du jour)

21. Le représentant du Japon a informé le Forum de la poursuite des négociations sur le projet de déclaration ministérielle le 5 avril 2018 à 10 heures.

#### **E. Adoption de la déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique, et du rapport du Forum**

(Point 7 de l'ordre du jour)

22. Le Forum a adopté le présent rapport le 5 avril 2018.

### III. Organisation

#### A. Ouverture, durée et organisation du Forum

23. Le deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie s'est tenu à Bangkok du 3 au 5 avril 2018. Il a été ouvert par M. Virasakdi Futrakul, Ministre adjoint thaïlandais des affaires étrangères. La Secrétaire exécutive de la CESAP et M. Kirill Molodtsov, Ministre adjoint russe de l'énergie, ont fait des déclarations.

#### B. Participation

24. Les représentants des membres et membres associés ci-après ont participé au Forum : Afghanistan ; Arménie ; Australie ; Azerbaïdjan ; Bangladesh ; Bhoutan ; Chine ; États-Unis d'Amérique ; Fédération de Russie ; Fidji ; Géorgie ; Inde ; Indonésie ; Iran (République islamique d') ; Japon ; Kazakhstan ; Kiribati ; Mongolie ; Myanmar ; Népal ; Ouzbékistan ; Pakistan ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Philippines ; République de Corée ; République démocratique populaire lao ; République populaire démocratique de Corée ; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; Sri Lanka ; Thaïlande ; Timor-Leste ; Turquie ; et Viet Nam.

25. Étaient représentés les organismes, institutions spécialisées et fonds des Nations Unies ci-après : Agence internationale de l'énergie atomique ; Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ; Organisation internationale du Travail ; Organisation mondiale de la Santé ; Programme des Nations Unies pour le développement ; Programme des Nations Unies pour l'environnement ; et Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique.

26. Ont participé au Forum les représentants des organisations intergouvernementales suivantes : Alliance internationale pour l'énergie solaire ; Banque asiatique de développement ; Banque eurasiennne de développement ; Banque islamique de développement ; et Centre de l'ASEAN pour l'énergie.

27. Les organisations non gouvernementales, les organisations de la société civile et les autres organismes ci-après étaient représentés : China General Nuclear Power Corporation ; Conseil chinois de l'électricité ; McKinsey and Company ; ME Solshare Ltd. ; Organisation pour le développement et la coopération mondiale en matière d'interconnexion énergétique ; et Université Jadavpur.

#### C. Élection du Bureau

28. Le Forum a élu le Bureau suivant :

Président :	M. Awais Ahmad Leghari (Pakistan)
Vice-Présidents :	M. Ali Ahmad Osmani (Afghanistan)
	M. Tawfiq-e-Elahi Chowdhury (Bangladesh)
	M. Fanrong Li (Chine)
	M. Kirill Molodtsov (Fédération de Russie)
	M. Vijay Nath (Fidji)

M. Romeo Mikautadze (Géorgie)  
 M. Ruateki Tekaiara (Kiribati)  
 M. Davaasuren Tserenpil (Mongolie)  
 M. Win Khaing (Myanmar)  
 M. Barsha Man Pun (Népal)  
 M. Kang-hyeon Yun (République de Corée)  
 M. Sinava Souphanouvong (République démocratique  
 populaire lao)  
 M. Siri Jirapongphan (Thaïlande)

29. Le Segment hauts responsables du Forum a élu le Bureau suivant :

Président : M. Vijay Nath (Fidji)  
 Vice-Présidents : M. Hitoshi Kozaki (Japon)  
 M. Talyat Aliev (Fédération de Russie)

#### **D. Ordre du jour**

30. Le Forum a adopté l'ordre du jour suivant :

##### **Segment hauts responsables**

1. Ouverture du Segment hauts responsables :
  - a) Allocutions d'ouverture ;
  - b) Élection du Bureau ;
  - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen du projet de déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique.
3. Questions diverses.

##### **Segment ministériel**

4. Ouverture du Segment ministériel :
  - a) Allocutions d'ouverture ;
  - b) Élection du Bureau ;
  - c) Adoption de l'ordre du jour.
5. Perspectives de politique générale sur le rôle de la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique.
6. Questions diverses.
7. Adoption de la déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique, et du rapport du Forum.
8. Clôture du Forum.

**E. Manifestations parallèles**

31. Le 5 avril 2018, un séminaire de concertation entre gouvernements et entreprises aux fins de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 7 s'est tenu.

## Annexe

### Liste des documents

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
<i>Distribution générale</i>		
ESCAP/APEF/2018/1	Examen de la mise en œuvre du Plan d'action sur la coopération régionale pour une plus grande sécurité énergétique et l'utilisation durable de l'énergie en Asie et dans le Pacifique (2014-2018)	2 et 5
ESCAP/APEF/2018/2	La transition énergétique en Asie et dans le Pacifique : voies d'accès à l'énergie abordable, fiable, durable et moderne pour tous	2 et 5
<i>Distribution limitée</i>		
ESCAP/APEF/2018/L.1	Ordre du jour provisoire annoté	1 c)
ESCAP/APEF/2018/L.2	Projet de rapport	7
ESCAP/APEF/2018/L.3 et ESCAP/APEF/2018/L.3/Rev.1	Projet de document final	2 et 7
ESCAP/APEF/2018/L.3/Rev.2	Projet de déclaration ministérielle sur la coopération régionale pour une transition énergétique vers des sociétés durables et résilientes en Asie et dans le Pacifique	2 et 7
<i>Document d'information</i>		
ESCAP/APEF/2018/INF/1	Rapport de la Réunion régionale préparatoire au deuxième Forum Asie-Pacifique de l'énergie	2
<i>Informations disponibles en ligne (en anglais seulement)</i>		
<a href="http://www.unescap.org/events/apef2">www.unescap.org/events/apef2</a>	Information for participants	
<a href="http://www.unescap.org/events/apef2">www.unescap.org/events/apef2</a>	List of participants	
<a href="http://www.unescap.org/events/apef2">www.unescap.org/events/apef2</a>	Tentative programme	